



3511 2024CA0002  
3511 2024 0003

## **DECISION**

Le Maire de Mulhouse

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2122-22
- VU** la délibération du Conseil Municipal du 17 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs au Maire
- VU** l'arrêté n° 2020-825 du 4 juillet 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Thierry NICOLAS, Adjoint au Maire, pour les actes relatifs aux affaires juridiques

**CONSIDERANT** que, par requête enregistrée au greffe du Tribunal Administratif de Strasbourg le 29 décembre 2021 et notifiée le 17 février 2022, la Communauté Islamique Milli Gorüs – Grande Mosquée de Mulhouse a déposé une requête en excès de pouvoir à l'encontre de l'arrêté du 29 octobre 2021 retirant, suite au recours du préfet du Haut-Rhin, le permis de construire tacite n° PC 068224 16 S0100 en date du 2 août 2021.

**CONSIDERANT** que, par jugement n° 2108257 – 2108917 du 28 décembre 2023, le Tribunal Administratif de Strasbourg a notamment prononcé l'annulation de l'arrêté du 29 octobre 2021 procédant au retrait du permis de construire tacite n° PC 068224 16 S0100 en date du 2 août 2021.

**CONSIDERANT** que la Ville de Mulhouse entend interjeter appel du jugement n° 2108257 – 2108917 du 28 décembre 2023 du Tribunal Administratif de Strasbourg en ce qu'il a prononcé l'annulation de l'arrêté du 29 octobre 2021 procédant au retrait du permis de construire tacite n° PC 068224 16 S0100 en date du 2 août 2021.

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu pour la Ville de Mulhouse de constituer avocat.

## Décide :

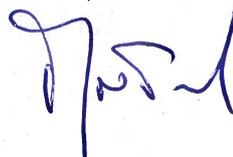
**Article 1<sup>er</sup>** : La Ville de Mulhouse désigne la SELARL SOLER-COUTEAUX & ASSOCIES, avocats au Barreau de Strasbourg, afin d'interjeter appel du jugement n° 2108257 - 2108917 du 28 décembre 2023 du Tribunal Administratif de Strasbourg en ce qu'il a prononcé l'annulation de l'arrêté du 29 octobre 2021 procédant au retrait du permis de construire tacite n° PC 068224 16 S0100 en date du 2 août 2021.

**Article 2** : La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la Ville de Mulhouse et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

**Article 3** : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Mulhouse, le 23 février 2024

Pour le Maire  
L'adjoint délégué



Thierry NICOLAS